

Edwin Zaccai

## Le développement durable dans la crise en Europe

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Edwin Zaccai, « Le développement durable dans la crise en Europe », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n°3 | Octobre 2013, mis en ligne le 30 octobre 2013, consulté le 14 janvier 2015. URL : <http://developpementdurable.revues.org/10207> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.10207

Éditeur : Réseau « Développement durable et territoires fragiles »  
<http://developpementdurable.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :  
<http://developpementdurable.revues.org/10207>  
Document généré automatiquement le 14 janvier 2015.  
© Développement durable et territoires

Edwin Zaccaï

## Le développement durable dans la crise en Europe

1 Afin d'analyser ce qu'il en est de la prise en compte du développement durable, vingt ans après Ri006F<sup>1</sup>, je voudrais situer mon propos à un niveau particulier, celui de l'Union Européenne. Cet échelon détermine pour une large part les politiques environnementales dans les pays membres en influençant fortement leurs conceptions et mise en œuvre. Il y a une seconde raison au choix de cette entité, c'est la crise économique et sociale majeure que traverse l'Europe depuis 2008. Il est difficile de croire que la vision et la mise en pratique du développement durable n'est, et ne sera pas affectée par cette crise qui... dure. Au contraire, il me semble important de tenter de penser les effets possibles de cette crise sur ces questions. C'est ce que je voudrais essayer d'esquisser dans ce texte, qui en reste au niveau des hypothèses et des tendances, sachant qu'il y aurait lieu d'approfondir davantage dans d'autres travaux<sup>2</sup>.

### 1. Profil de la crise et développement durable

2 Dans cette première partie, je voudrais faire apparaître des difficultés de plusieurs ordres que rencontre l'objectif de développement durable dans le contexte actuel. Un premier commentaire soulignera le hiatus entre des concepts structurant cette notion (dette envers les générations futures, insoutenabilité écologique) et des facteurs clés de la crise (dette du présent, insoutenabilité financière). Un second type de facteurs comprend les effets de la crise sur le soutien financier apporté à des secteurs plus verts et la baisse d'importance politique donnée à ces questions. Enfin, un troisième pan de diagnostic dépasse le contexte de la crise pour mettre en lumière la situation très problématique de la question du climat, qui contribue par elle-même à une crise du développement durable.

#### 1.1. Une crise financière et non écologique

3 La crise européenne se présente avant tout comme une crise de la dette, même si bien évidemment elle découle aussi de tendances de fond comme nous le verrons. On fait référence ici à l'insoutenabilité de la dette financière (aux yeux des créanciers en tous cas), ce qui peut nous interpeller au regard des prédictions du développement durable. Ce dernier en effet, dès le Rapport Brundtland, a plutôt mis en évidence nos dettes envers les générations futures, comme si les générations présentes consommaient à bon compte et ne donnaient pas suffisamment de prix à ce qu'elles consomment. Voici pourtant que cette consommation se révèle beaucoup trop coûteuse dès à présent, vu la situation largement déficitaire des comptes européens ! Cette dette est donc avant tout celle des générations bien présentes, encore qu'elle puisse affecter certaines populations pendant longtemps<sup>3</sup>. Une distinction est cependant à faire ici sur les types de capitaux qui se déprécient. C'est envers le capital naturel que le Rapport Brundtland nous mettait en garde de ne pas emprunter inconsidérément. Or il s'agit avec cette crise de dépréciations du capital économique. En tout état de cause les exigences de remboursements de dettes actuelles, dont le poids se révèle de façon angoissante pour beaucoup de citoyens, ne favorisent pas l'idée de dépenses supplémentaires à consentir pour préparer le futur.

4 Par ailleurs, contrairement à des analyses récurrentes sur l'insoutenabilité écologique du développement des pays de haute empreinte écologique, cette crise majeure de la dette européenne (et américaine) ne semble pas compter des éléments liés aux ressources naturelles ou aux pollutions au nombre de ses facteurs causaux essentiels. On peut discuter le rôle des contraintes pétrolières qui ont pu en effet jouer dans le déclenchement de la crise des *subprimes* (cherté des transports automobiles grevant des budgets de banlieusards américains très endettés). Plus fondamentalement il y a lieu aussi de mieux comprendre le rôle que jouent des coûts de l'énergie plus élevés dans la baisse de gains de productivité en Europe. Néanmoins en 2008 ce ne furent pas les limites naturelles, mais bien économiques, et plus exactement financières, qui ont provoqué la non durabilité du régime pré-crise.

- 5 Il y a cependant ici un ajout important à faire. Les conceptions écologistes critiquent depuis longtemps la « surconsommation » (Carley et Spapens 1988), et dans cette crise en effet la hausse de consommation à crédit a été un facteur déclenchant. Il y aura des conclusions à tirer de cet élément d'analyse, qui semble en effet questionner le style de vie contemporain dans les pays anciennement industrialisés. En l'occurrence toutefois c'est surtout le logement qui a joué un grand rôle (Krugman 2009), alors que les critiques de la surconsommation dénoncent d'éventuels excès sur ce poste bien plus rarement que le renouvellement ou l'accroissement de produits de consommation courants.
- 6 En résumé, il y a un décalage entre des éléments clés du discours du développement durable mettant en avant l'insoutenabilité écologique de notre développement, et la soudaineté et gravité de la crise, résultat principalement d'autres facteurs. Certes ce décalage n'est pas nouveau, et représente une difficulté constante du discours écologiste dans le champ politique. Cependant dans le contexte de cette crise économique majeure qui rend plus aiguë la recherche de théories explicatives et de principes d'action, on peut constater que les enjeux clés du développement durable n'y apportent pas d'interprétation directement utilisable, du moins dans un premier temps.

## 1.2. Baisse des budgets publics « verts » et de la présence politique de ce thème

- 7 Sur l'environnement, les effets les plus nets de la crise économique en Europe ont été la menace ou la réalité de coupes dans des budgets publics de soutien au « verdissement » de l'économie. Des budgets d'aide aux énergies renouvelables en particulier ont souffert, et pourraient souffrir encore. Dans un premier temps de la crise, des programmes de « relance verte » ont été élaborés par de nombreux États en Europe et dans le monde (Green European Foundation 2009). À présent, plusieurs pays ont du mal à poursuivre sur cette lancée, tant les pressions du court terme sont puissantes. Sous les exigences de la « Troïka européenne » (Commission, FMI et Banque centrale européenne), la Grèce est évidemment aux premières loges à cet égard. En 2008, son gouvernement y avait lancé le slogan "Think green, think Greece" pour le développement touristique, l'un des piliers de l'économie, et par ailleurs les progrès en énergie renouvelable y ont été réels. Depuis trois ans cependant le gouvernement n'a plus que très peu de marges de manœuvre, et une organisation comme Greenpeace Grèce n'attend plus grand chose des politiques à cet égard, en se recentrant sur des actions menées directement avec des groupes sociaux (pêcheurs, agriculteurs, consommateurs)<sup>4</sup>.
- 8 Ce mouvement semble dépasser la question des budgets disponibles pour affaiblir les discours et amorces politiques plus vertes en Europe. En Grande Bretagne qui a subi les plus grandes coupes sociales depuis la Guerre et alors même que le travail de Tim Jackson fait l'objet d'une reconnaissance européenne, la Commission de développement durable qui est l'éditeur et le commanditaire de "Prosperity without growth" (Jackson 2009), a été dissoute en 2011. Pour nous limiter à un dernier exemple, la faiblesse des enjeux environnementaux dans la campagne pour la présidentielle française en 2012 (hormis le nucléaire dans le sillage de Fukushima) est un fait patent<sup>5</sup>, tandis que des responsables de la majorité s'interrogent sur la réalité de la transition verte annoncée (Baudet 2013).
- 9 La situation n'est pas entièrement défavorable pour autant, et la lecture des Eurobaromètres ne révèle pas d'effondrement de la préoccupation écologique dans l'opinion<sup>6</sup>. De leur côté, les Verts européens, toujours porteurs au premier chef de l'objectif de développement durable ont connu certains succès, notamment en Allemagne. Toutefois la fédération européenne des associations de protection de l'environnement (Bureau Européen de l'Environnement) se montre peu satisfaite envers l'impulsion limitée donnée aux politiques environnementales par la Commission. Au sujet du 7ème programme de l'environnement, qui va donner le ton de toute la politique européenne dans ce domaine jusqu'à 2020, le directeur politique du BEE écrit: *"The Commission's extremely late and lackluster start with preparing this new program, combined with the strict impact assessment requirements within the Commission, means that the proposal does not contain a new set of targets based on what the latest science tells us about planetary boundaries. This is a missed opportunity"* (de Pous 2012). Rappelons aussi

qu'après deux stratégies européennes de développement durable (2001, 2006)<sup>7</sup>, l'UE n'a pas généré de mise à jour dans cette lignée. La stratégie Europe 2020 (CE 2010) tient lieu de référence centrale à cet égard depuis, mais le concept de développement durable y est peu présent (contrairement à l'adjectif passe-partout « durable »), alors même que la croissance économique au sens strict y est véritablement l'enjeu central.

### 1.3. Un changement inquiétant dans le contexte climatique

- 10 Il faut ici parler également du changement climatique tant cet enjeu tend à dominer, avec celui de l'énergie, la perception du développement durable dans la société. La Conférence de Copenhague (2009), qui succédait à des prix de l'énergie élevés, lesquels ont sûrement favorisé l'importance donnée à la question énergétique, s'est tenu à un moment où la crise était déjà apparue, mais n'avait pas encore fait trembler l'Euro et la cohésion européenne sur leurs bases. Pour l'Europe cette conférence représente un échec, même si ailleurs, notamment en Chine et aux États-Unis la perception en est différente. Depuis, les analystes n'en finissent plus de souligner la multipolarité croissante de notre monde, à coups d'indicateurs dont la plupart révèlent des tendances d'affaiblissement relatif de l'Europe (et des États-Unis) dans le concert global, ce qui, au-delà des pratiques de spéculation bancaires constitue une force directrice profonde des faiblesses économiques européennes (Witt 2013). En matière de "CoP" (conférences des parties) climatiques depuis 2009, comme de développement durable à Rio+20 (en 2012), l'Union européenne se montre de plus en plus désabusée sur son influence dans la gouvernance mondiale, d'autant qu'en interne certains pays très dépendants des énergies fossiles (la Pologne notamment) rendent difficile la fixation de positions ambitieuses. Une série d'analyses révèlent qu'au vu des diminutions d'activités industrielles et des évolutions techniques en cours, l'objectif de moins 20% pour 2020<sup>8</sup>, pourrait être obtenu sans vrai effort. En revanche, les objectifs de diminution de 80 à 95% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 de la Feuille de route européenne sur les objectifs climatiques en 2050 (Commission européenne 2011), seront d'autant plus difficiles à atteindre dans ce cas. Une fois encore ce sera repousser sur le futur les contraintes nécessaires.
- 11 Le changement du contexte et de la politique climatiques dépasse de loin l'enjeu européen. L'absence de « signal » fort sur un accord mondial a fait baisser le prix attribué au CO<sub>2</sub>, pierre de touche économique de l'architecture des mesures à prendre. Le mécanisme de développement propre n'a pas réellement pu aider dans leur développement les pays les plus pauvres, contrairement à ce qui était anticipé (CDM Policy Dialogue 2012). Les projets de capture et séquestration géologique du carbone se retrouvent affaiblis faute d'investisseurs intéressés et en présence d'incertitudes techniques. La Banque Mondiale n'hésite plus à publier un rapport titrant sur la possibilité d'atteindre quatre degrés de réchauffement dans le dernier quart du vingtième siècle (World Bank 2012) avec des conséquences que peu de gens imaginent encore, et qui restent d'ailleurs ardues à prévoir par la science.
- 12 Outre le fait que l'écrasante majorité de la hausse des consommations énergétiques viendra de pays hors OCDE dans les prochaines années, rendant l'équation plus difficile que jamais pour l'UE, le joker de la période toute récente a été le gaz de schiste aux États-Unis, et ailleurs dans le monde. La baisse rapide et importante du prix du gaz aux États-Unis qui en découle pourrait changer un élément de perception fondamental qui avait mis longtemps à être acquis: la hausse inéluctable du prix de l'énergie. Encore une fois, sans ce facteur ne serait-ce que dans la perception des acteurs, les politiques climatiques et il faut s'en désoler, perdent une motivation de poids auprès des investisseurs, privés d'abord, mais aussi publics. Il semble donc qu'aujourd'hui la question climatique se pose différemment qu'avant Copenhague : l'intérêt des investisseurs a faibli envers les solutions technologiques, tandis que les objectifs considérés comme relativement acceptables (encore que la limite de deux degrés était déjà contestée comme trop laxiste) semblent hors d'atteinte. Un auteur qui explore cette situation de façon particulièrement approfondie et lucide est Clive Hamilton (2010)<sup>9</sup>. Une des tâches essentielles, qui dépasse la crise économique, est d'actualiser les politiques climatiques dans ce nouveau contexte, en accroissant le soutien dont elles peuvent faire l'objet dans tous les secteurs de la société.

## 2. Définitions politiques du développement durable

13 Pourtant, malgré ces hiatus de positionnement et une réalisation de ses orientations qui tarde à venir, le développement durable demeure aujourd'hui une référence politique et, peut-être surtout, une expression diffusée dans la société. Avec les années cette locution passe de plus en plus sous le statut de notion de fond au sens large (comme la démocratie par exemple), dont les définitions ne sont plus autant réinterrogées et contestées que par le passé. En revanche, son opérationnalisation sous forme de programme (via des responsables attitrés, des ministres, *etc.*) a révélé de nombreuses difficultés (Zaccai 2012b). Comment s'inscrivent les jalons de ces politiques aujourd'hui en Europe ? Dans le cadre de cette réflexion je me limiterai à trois composantes interdépendantes : la réactivation des limites environnementales, la transition vers des objectifs de long terme, l'économie « verte » versus la réindustrialisation de l'Europe.

### 2.1. Le retour des « limites »

14 Historiquement l'Europe a d'abord interprété le développement durable comme l'intégration des objectifs environnementaux dans les grands secteurs d'activité. C'était le principe dominant du Cinquième programme pour l'environnement "Towards sustainability" (1992). Durant les années 90, guidés notamment par les travaux de l'Agence européenne de l'environnement, de multiples directives et programmes ont détaillé une série d'objectifs et de méthodes pour progresser dans cette direction. Aujourd'hui le 7<sup>me</sup> programme pour l'environnement déjà cité, s'intitule "Living well within the limits of our planet" et cette présence dans le titre de la notion de limites vaut que l'on s'y arrête.

15 Ce sont notamment les projections pessimistes sur les changements climatiques, les travaux sur le Pic pétrolier ou encore des projections elles aussi problématiques sur les ressources alimentaires, assortis de manifestations économiques parfois marquantes quant aux prix, qui ont réactivé l'intérêt conféré aux limites environnementales, malgré la difficulté inhérente à définir celles-ci. Depuis quelques années, l'article de Rockstrom et al., "A safe operating space for humanity" (2009) qui s'essaye à définir les limites de la biosphère à respecter par les activités humaines, est devenu une référence majeure, donnant lieu fin 2012 à un nouveau rapport au Club de Rome (Wijkman et Rockstrom 2012). Rappelons que selon cette étude, les limites les plus nettement dépassées au niveau mondial concernent la biodiversité, ce qui n'est pas surprenant, mais elles pointent aussi un phénomène qui est loin d'être un "suspect habituel", le cycle de l'azote, rappelant au passage l'importance des travaux scientifiques sur la durabilité environnementale, au-delà des causes médiatiques.

16 On se souviendra que le premier rapport au Club de Rome, *Limits to growth* en 1972, constitue le best-seller inégalé des livres sur l'environnement. Mais quinze ans plus tard, le développement durable, dans ses versions ONU et UE, avait évité de parler de limites, insistant sur les possibilités de modification de l'environnement par les conditions techniques (et sociales)<sup>10</sup>. Début 2011, Dennis Meadows, l'un des auteurs de *Limits to growth*, a effectué une tournée européenne où il expliquait sans ciller à des audiences incluant parfois des dirigeants politiques ou d'entreprises, que l'effondrement écologique attend bel et bien tout le monde, en actualisant les courbes du rapport de 1972<sup>11</sup>.

17 Cette reconnaissance dans le cadrage politique européen de limites naturelles à l'économie contraste avec ce que nous avons vu sur les facteurs immédiats de la crise économique. Il est possible qu'il y ait malgré tout la perception que ces limites puissent jouer un rôle réel dans un avenir plus ou moins éloigné. Le contraste entre la politique à court terme marquée par le soutien prioritaire à la croissance de la Stratégie Europe 2020 et la mise en lumière de limites à respecter sera à observer pour voir dans quelle mesure les textes à l'appui de ces dernières ont réellement une influence.

### 2.2. Objectifs de long terme et transition

18 Dans le cadre de travaux relatifs au développement durable se sont diffusés de plus en plus des méthodes de projections dans le futur (*forecasting*), ou à l'inverse la fixation d'objectifs à ne pas dépasser, débouchant sur des voies de transition à tracer pour les respecter (*backcasting*). Au niveau européen, la Feuille de route sur les objectifs climatiques en 2050 déjà citée

- (Commission européenne 2011), d'abord élaborée sans énormément de crédibilité, vu les objectifs formidables de réduction des émissions de gaz à effet de serre préconisés, stimule pourtant dans une série de pays membres des travaux importants sur la transition énergétique, initiatives qui sont poussées aussi par des forces nationales, rencontrant le cadre européen. En France notamment la diminution d'un Facteur 4 jouit d'un statut politique jusqu'ici assez solide.
- 19 C'est face à des objectifs de long terme de ce genre que continuent à fonctionner dans certains cercles des démarches politiques de préparation d'objectifs de développement durable, sous l'égide de ce que l'on appelle la Théorie de la transition. Théorie, mais surtout projet de mise en pratique, de gestion, qui a ses origines aux Pays-Bas où le *backcasting* a été adopté de longue date en environnement. Il s'agit dans le *Transition management* d'identifier des innovations bénéfiques aux objectifs de durabilité, et de façon interactive et participative, de mettre en place des conditions pour les favoriser<sup>12</sup>. Cette approche de gouvernance, déjà présente dans la modernisation écologique (Janicke 2008), prend acte d'une autre évolution qui s'est produite de concert avec le développement durable, celle d'une politique menée en interaction avec différents acteurs, et où l'État a perdu son rôle central. Les bilans sont mitigés, tant sur l'efficacité de cette gouvernance dans l'atteinte d'objectifs s'opposant à certains intérêts forts, que sur la capacité des méthodes de management de la transition à réellement faire des différences.
- 20 Concrètement il s'agit d'intéresser une série d'acteurs et de mettre en cohérence leurs stratégies, malgré les incertitudes inhérentes à la réalisation des objectifs dans le monde réel. En particulier pour ce qui est d'un développement à bas carbone il faut mettre en place les conditions de réalisations d'investissements importants. Cela suppose de rendre crédible la stabilité des objectifs et de permettre une rentabilité attractive. Deux conditions qui se voient aujourd'hui mises au défi par le contexte de crise<sup>13</sup>.

### 2.3. Green economy et/ou réindustrialisation de l'Europe ?

- 21 Si nous avons mentionné les facteurs conjoncturels et financiers à l'origine de la dette, ainsi que les tendances de plus long terme issues des limites écologiques, il faut revenir sur le contexte historique qui influence plus profondément les perspectives actuellement sombres de l'économie en Europe. Il s'agit évidemment du déplacement de la croissance économique et industrielle dans d'autres zones, et de ce que l'on nomme dans le langage économique la perte de compétitivité de cette région, en particulier du point de vue industriel. Cette tendance dépasse les débats légitimes sur les politiques économiques relatives à l'austérité ou à la relance. On voit refluer de façon croissante des appels à la « réindustrialisation » dans différents pays. Celle-ci, si elle se produit, aura sans nul doute à se confronter aux objectifs écologiques et climatiques dont il a été question, et favorisera des pressions à la baisse sur les coûts énergétiques et peut-être sur des normes environnementales. Ce sera en tous cas un champ à suivre de près pour voir dans quelle mesure il pourra s'articuler avec les projets d'économie « verte » qui sont portés par certains acteurs, qui en attendent de nouvelles activités innovantes et créatrices d'emplois<sup>14</sup>.
- 22 Le concept d'économie verte a été défendu par les Européens dans des instances internationales, mais aussi par l'OCDE, ou le PNUE (2011), ainsi que par les Verts européens et la majorité des grandes associations européennes de protection de l'environnement. Côté Commission, il est intéressant de constater que la seule fois où le mot « crise » est cité dans le projet de 7<sup>ème</sup> programme c'est pour suggérer que celle-ci pourrait être une opportunité pour instaurer plus rapidement ces réformes économiques en faveur de l'environnement: "(...) while many countries are struggling to cope with the economic and financial crisis, the need for economic reforms and the reduction of public debts offer new opportunities to move rapidly towards a more resource-efficient, low-carbon economy" (European Commission 2012, p. 2 et p. 28). L'économie verte n'a pas vraiment fait recette à Rio 2012 où l'objectif, flou, est assorti de bien des conditions dans lesquelles on peut notamment lire les craintes de pays en développement de voir les pays riches en faire un argument de protectionnisme, ce qui n'est pas totalement imaginaire d'ailleurs. Remarquons aussi que le langage administratif ne va pas se limiter au concept d'économie verte mais fera ce que Serge Latouche dénonçait en son

temps pour le développement « à particule » : "turn the Union into a resource-efficient, green and competitive low-carbon economy" (European Commission 2012, p. 8). Comme pour le développement durable, il reste à voir si ces adjectifs, qui sont autant d'objectifs, se révéleront conciliables, et comment.

### 3. La place ambiguë des justifications économiques et de la croissance

23 Dans cette dernière partie je voudrais pointer enfin deux types de raisonnements plus proprement économiques qui sont assez apparents dans la période actuelle marquée par la crise dont il a été question. Il s'agit d'une part de l'importance envahissante apportée aux justifications en termes économiques de toute mesure politique en matière environnementale, et d'autre part des modifications des conceptions des liens entre croissance et bien-être dans un contexte de stagnation.

#### 3.1. L'importance des évaluations économiques

24 Parmi les caractéristiques actuelles les plus importantes qui président aux politiques de développement durable de l'UE, et notamment en matière d'environnement, figurent les approches économiques. La justification des coûts et des dépenses liées aux politiques environnementales est de plus en plus utilisée, avec bien évidemment tous les biais inhérents aux difficultés, à la fois essentielles et méthodologiques, à quantifier économiquement ces sujets. Pensons notamment au fait que beaucoup d'objets d'estimation sont hors marché, que certains sont des biens publics, que les conventions de calcul relatives au long terme jouent un grand rôle, etc. Les "*integrated impact assessment*"<sup>15</sup> évoqués ci-dessus par le BEE pour expliquer le peu d'ambition environnementale selon lui dans le 7<sup>ème</sup> programme incluent par exemple des évaluations économiques. Ce sont des outils très utilisés depuis une décennie par l'UE. Autre signe de leur large utilisation, des évaluations économiques, tout aussi incertaines, sont également mises en avant par la Commission à l'appui de politiques environnementales dans ce même projet de 7<sup>ème</sup> programme : "*The costs associated with failure to implement legislation (...) are high, broadly estimated at around €50 billion a year, including costs related to infringement cases*" (European Commission 2012, p. 24).

25 L'approche via les services écosystémiques largement diffusée par le Millennium Ecosystem Assessment (2005), est elle aussi mise à profit de façon croissante dans les conceptions de politiques environnementales, en dépit du fait qu'elle comporte encore de nombreuses interprétations non encore stabilisées. L'un de ses atouts est sans doute de suggérer dans certains cas le calcul de « valeurs » de ces services, permettant éventuellement des « compensations » envers des dégradations. Il me semble que des guillemets sont nécessaires envers ces termes, étant donné les nombreuses imprécisions issues des conventions de calcul, dont il a déjà été question. Il est possible du reste que l'un des effets recherchés ici soit effectivement de générer par ce biais des « compensations » financières issues d'acteurs privés, pour pallier l'affaiblissement de financements publics. Suivant le mouvement de la politique climatique, où les approches et équivalences économiques ont proliféré toujours davantage, les politiques de protection de la nature y trouveront-elles des sources d'amélioration ? Nous sommes en tous cas ici dans la soutenabilité « faible » et non « forte » alors même que l'on évoque dans les textes du 7<sup>ème</sup> programme des limites naturelles à respecter<sup>16</sup>.

26 Deux autres observations peuvent être ajoutées concernant l'importance des approches économiques en rapport avec les conceptions du développement durable. Tout d'abord, la compréhension selon laquelle il faut à la fois des avantages environnementaux et économiques (et sociaux) pour justifier une mesure politique s'est fort répandue. Cependant la façon dont on va les calculer et la détermination des gagnants et des perdants ainsi que l'horizon de temps considéré, peuvent complètement modifier les résultats obtenus (Zaccai 2011). Ensuite, la version « 3D » du développement durable, selon ces trois dimensions justement, s'est largement diffusée au détriment de l'approche de départ dans le Rapport Brundtland et à Rio. Rappelons qu'à ce moment il s'agissait d'un diptyque environnement et développement, ou alors d'un équilibre entre court et long terme. Ce dernier binôme paraît avoir été souvent

remplacé par la recherche d'une conciliation entre trois dimensions (ou plus) basées sur des préférences présentes, ce qui n'est pas la même chose. Enfin, outre l'orientation néolibérale à laquelle on pensera certainement ici pour interpréter l'importance croissante du calcul économique, celui-ci est également aujourd'hui plus présent dans le développement durable en raison du fait que les problèmes en cause sont plus importants et coûteux que par le passé. Pensons ici au Rapport Stern de 2006 qui a fait date à la fois par la prise au sérieux dans l'économie *mainstream* des dommages climatiques, et par l'importance considérable révélée par leur estimation<sup>17</sup>. Ce type d'estimations s'est multiplié depuis, en particulier pour les dommages causés par le changement climatique anticipé.

- 27 Dans cette importance du discours économique en ces matières on peut voir à la fois une contradiction et une certaine fatalité. Contradiction au sens où comme nous l'avons signalé après de nombreux auteurs (Harribey 1998), ce type d'évaluation souffre de nombreuses limites. Fatalité au sens où la situation de disette économique pour les budgets publics et la pression des demandes de multiples acteurs envers des ressources économiques rares, favorise l'utilisation accrue de ce type de calculs. Au-delà de ce contexte de crise, ces limites et contradictions plaident justement pour promouvoir d'autres types d'évaluations, tant il est vrai que le plus souvent elles font le jeu du court terme et d'intérêts privés plutôt que communs.

### 3.2. Changement de vision de la croissance ?

- 28 Dans la situation présente néanmoins on assiste à une lente diffusion d'indicateurs alternatifs à ceux de la croissance (ou de la décroissance) du PIB. Les travaux à ce sujet qui ont foisonné sous l'égide du développement durable, mais pas seulement<sup>18</sup>, se voient d'une certaine façon rendus plus attractifs par une situation de stagnation, voire de décroissance économique dans des pays européens dans lesquels on ne peut pour autant abandonner tout projet de progrès social, au risque de décrédibiliser la démocratie, faisant le jeu du populisme. Comment définir ce progrès social, en créer les conditions, dans une situation de croissance économique en berne ?

- 29 C'est l'un des mérites du travail de Tim Jackson déjà cité, que de construire sur sa critique précédente de la consommation et ses travaux sur les difficultés du découplage des pressions environnementales par rapport à l'économie, une réflexion sur la prospérité affranchie de la croissance, même si Jackson reconnaît qu'elle nécessite encore des recherches macroéconomiques importantes pour soutenir des projets de réforme. De son côté, le mot d'ordre de décroissance est mis à rude épreuve par le spectacle des dégâts infligés par la décroissance économique en Europe actuellement. Certes ses partisans expliquent que ce n'est pas de cette « décroissance-là » qu'ils parlent. Mais la question en revient de plus en plus à savoir ce qui devrait croître et ce qui devrait décroître. Un article de van den Bergh (2011) dresse un tableau intéressant des différents domaines de décroissances possibles (économie, travail, consommation, ...) avec chaque fois leurs conséquences pour l'environnement. Elles ne sont pas évidentes du tout. C'est pourquoi au-delà des mots d'ordre de décroissance mais surtout de croissance, la situation actuelle offre néanmoins des possibilités de travail en profondeur sur des révisions de l'économie et de la société en tenant compte de la durabilité, ce qui se produit dans de nombreux travaux et initiatives, tout en ne paraissant pas en mesure aujourd'hui de se fédérer face aux difficultés qui ont été décrites. En parallèle, la pression sans précédent sur les budgets publics pour le remboursement de créances débouche sur des demandes fébriles de croissance économique. La révision de ces systèmes est-elle possible dans une telle situation de stress ? Peut-être va-t-elle s'avérer néanmoins inévitable.

## Conclusion

- 30 Que retenir de ce tableau multiforme d'un contexte problématique et en pleine évolution ? Disons tout d'abord que celle qu'on a appelé parfois la « Génération Rio » doit aujourd'hui, comme l'ensemble des observateurs et des militants, faire le constat que la réorganisation du développement sous l'égide coordonnée du développement durable, annoncée solennellement en 1992 par la communauté des chefs d'états de la planète n'a pas eu lieu. À sa place on retrouve les tensions et pressions entre objectifs environnementaux, économiques, sociaux qui



ont cours, depuis « toujours » pourrait-on dire. Certes les uns et les autres se transforment constamment mais ce qui apparaît manifeste vingt ans après Rio est que la conciliation, l'alignement des objectifs pour le bien du présent et du futur ne se produira pas dans un futur prévisible.

31 Deuxièmement les changements en cours invitent à approfondir les analyses de différentes sortes de relations, et ce texte n'a d'autre ambition que de pointer certains de ces champs de travail. Un point fondamental me semble être de distinguer différents problèmes et forces en présence, afin de sortir de visions totalisantes envers un échec complet du développement durable et d'autres visions catastrophistes d'ensemble.

32 Pour schématiser, nous sommes en présence de deux catégories de problèmes au niveau environnemental. Les premiers sont ceux dans lesquels la pensée écologiste théorique s'est parfois complu, ceux liés à des effondrements massifs en cas de poursuite du développement non durable. Il faut reconnaître que nous n'avons pas pu mettre les générations futures à l'abri envers ces menaces, qui apparaissent même plus fortes que jamais sur le plan climatique. Malgré les innombrables rapports publiés et discours déclamés, la difficulté de faire entrer des impacts de long terme (plus d'une génération) dans des décisions du court terme demeure très grande. La crise actuelle ne doit pas démotiver envers ces enjeux de long terme. Ils sont bien présents dans la conscience sociale, et de nombreuses tentatives sont en cours et continueront à se multiplier pour les affronter, même si comme on l'a dit les dynamiques efficaces ne sont pas encore trouvées.

33 Par ailleurs une autre catégorie de problèmes environnementaux subsistent et appellent des solutions diversifiées, mobilisatrices, et peuvent peut-être parfois constituer des éléments d'amélioration pour les tendances de long terme (qu'elles doivent en tous cas prendre en compte). Ainsi par exemple pour le niveau européen, la réforme de la Politique Agricole Commune reste un chantier essentiel (EEB et al. 2011), comme celui de la maîtrise des produits chimiques dont un rapport officiel européen constatait en 2010: « Bien que les préoccupations sur les produits chimiques s'accroissent, les données sur l'apparition de nouveaux produits et leur devenir dans l'environnement, ainsi que celles relatives aux expositions et aux risques associés, restent rares » (Agence européenne de l'environnement 2010, p. 105), ou encore celui de la réorganisation des villes, ou des transports. Ces enjeux sont en passe d'être modifiés par les effets de la crise actuelle en Europe, et il est fondamental de les actualiser par rapport à celle-ci.

34 Mais un autre travail est tout aussi crucial. Celui de la critique et de la proposition d'alternatives sociales et économiques réalistes et fondées par rapport à la crise actuelle, et plus largement au modèle économique européen ou mondial. Que la crise soit une possibilité de changement constitue une phrase éculée, mais qui n'en a pas moins un fondement. Encore faut-il pouvoir utiliser cette situation et pour cela affiner les analyses. La critique dévastatrice de Stiglitz dans son livre (2012) sur la façon dont les inégalités non seulement pèsent sur la grande majorité de la population (américaine), mais minent la démocratie elle-même doit être méditée. Ce n'est qu'un exemple. Différentes sortes de critiques sont légitimes et nécessaires par rapport à nos sociétés, et s'il faut les composer, il ne faut pas pour autant les confondre et les mélanger de façon floue et finalement improductive. Le rêve d'un développement durable assimilant pacifiquement et rationnellement tous les intérêts pour un monde meilleur est devenu obsolète. Le catastrophisme surplombant ne fournit pas non plus de lignes d'action. L'histoire continue.

---

### ***Bibliographie***

Agence Européenne de l'Environnement, 2010, L'environnement en Europe. État et perspectives 2010, Synthèse, Copenhague, AEE

Baudet M-B., 2013, « La transition verte se fait attendre », in *Le Monde, Le bilan du Monde. Economie et environnement*, Paris, Le Monde, p. 90

Carley M., Spapens Ph., 1998, Fair shares in environmental space, London, Earthscan

- CDM Policy Dialogue, 2012, Climate Change, Carbon Markets and the CDM: A Call to Action. Report of the High-Level Panel on the CDM, September 2012, UNFCCC, <http://www.cdmpolicydialogue.org/report>
- Commission Européenne, 2010, *Europe 2020. Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*, 3.3.2010, COM(2010) 2020
- Commission Européenne, 2011, *Feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050*, 8.3.2011, COM(2011) 112 final.
- de Pous P., 2012, "A plan to live well within our means ?", *Metamorphosis*, 67, European Environmental Bureau, p.3
- Diamond J., 2006, « Effondrements. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie », Paris, Éditions Gallimard
- EEB et al., 2011, "The Truth behind the CAP", publié par le Bureau Européen de l'Environnement et neuf organisations dont WWF, Greenpeace et Friends of the Earth.
- Eurobaromètre, 2011, *Eurobaromètre spécial 372*, Le Changement climatique, 2011, Commission européenne
- Eurobaromètre, Eurobaromètre standard, Décembre 2012, Commission européenne
- European Commission, 2012, *Living well, within the limits of our planet*, Proposal, Brussels, 29.11.2012, COM(2012) 710 final
- Eurostat, 2009, *Sustainable development in the European Union. 2009 monitoring report on the EU SD strategy*, Luxembourg, European Commission
- Green European Foundation, 2009, *A Green New Deal for Europe. Towards a Green Modernization in the Face of Crisis*, The Greens-European Parliament and Wuppertal Institute
- Hamilton C., 2010, *Requiem for a species*, London, Earthscan
- Harribey J.-M., 1998, *Le développement soutenable*, Paris, Éditions Economica
- Jackson T., 2009, *Prosperity without growth?*, Sustainable Development Commission, <http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=914>
- Janicke M., 2008, "Ecological modernization: new perspectives", *Journal of Cleaner Production*, 16 (5), p. 557-565
- Krugman P., 2009, *The return of depression economics and the crisis of 2008*, Norton & Company
- Le Monde (2013), « Le bilan du Monde. Économie et environnement », Paris, Le Monde
- Millennium Ecosystem Assessment, 2005, *Ecosystems and Human Well-Being: Synthesis*, [www.millenniumassessment.org](http://www.millenniumassessment.org)
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), 2011, *Vers une économie verte. Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, Nairobi, PNUE
- Randers J., 2012, *2052. A Global Forecast for the Next Forty Years*, Vermont, Chelsea Green Publishing.
- Rifkin J., 2012, *La troisième révolution industrielle*, Paris, Éditions Les liens qui libèrent
- Rockström J. et al., 2009, "A safe operating space for humanity", *Nature*, no 461, p. 472-475.
- Shove E., Walker G., 2007, "CAUTION! Transitions ahead: politics, practice, and sustainable transition management", *Environment and Planning*, volume 4) <http://envplan.com/contents.cgi?journal=A&volume=39&issue=4>, p. 763 – 770
- Stiglitz J., 2012, *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les Liens qui libèrent
- Union Internationale pour la Conservation de la Nature, 1991, *Sauver la planète. Stratégie pour l'avenir de la vie*, Éditions Gland
- van den Bergh J., 2011, "Environment versus growth — A criticism of “degrowth” and a plea for “a-growth”", *Ecological Economics* 70, 2011, p. 881–890
- van den Bergh J., 2013, "Economic-financial crisis and sustainability transition: Introduction to the special issue", *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 6, p. 1– 8
- Wijkman A., Rockström J., 2012, *Bankrupting Nature: Denying our Planetary Boundaries. Club of Rome Report*, London, Routledge
- Witt U., 2013, "The crisis behind the crisis", *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 6, p. 120-121

World Bank, 2012, *Turn Down the Heat. Why a 4°C Warmer World Must be Avoided, A Report for the World Bank* by the Potsdam Institute for Climate Impact Research and Climate Analytics, Washington D.C., World Bank

Zaccai E., 2011, *25 ans de développement durable, et après ?*, Paris, PUF

Zaccai E., 2012a, "Greening the Crisis: The Place of Environmental Factors in its Story and Aftermath", Ulrike Schuerkens (ed.), *Socioeconomic Outcomes of the Global Financial Crisis*, Routledge, London, p. 23-37

Zaccai E., 2012b, "Over two decades in pursuit of sustainable development: Influence, transformation, limits", *Environmental Development*, N°1, p. 79-90

Tous les sites web cités dans cet article ont été vérifiés le 19/8/2013.

## Notes

1 Initialement cette réflexion a été initiée par une journée de réflexion sur les vingt ans après Rio, qui s'est tenue à Lille en juin 2012 à la Maison des Sciences de l'Homme.

2 Un premier exercice de ce genre figure dans (Zaccai 2012a).

3 Le Monde (2013, p. 14) cite une étude d'Oxfam selon laquelle il faudrait 20 ans pour que l'Espagne retrouve son niveau de vie d'avant la crise. En Grèce ou ailleurs, un certain nombre d'emprunts hypothécaires seront transmis aux enfants de ceux qui ont emprunté.

4 Communication personnelle, directeur Greenpeace Grèce.

5 Certes, les thèmes environnementaux ne sont pas traditionnellement mis particulièrement en évidence dans les débats électoraux français, néanmoins la conjoncture à ce sujet a certainement baissé si on la compare avec les élections présidentielles précédentes et ses suites directes, marquées par le phénomène N. Hulot et le Grenelle de l'environnement.

6 Il y a certes des déclin conjoncturels, mais par exemple en 2011, l'Eurobaromètre spécial sur le changement climatique (Eurobaromètre 2011) révèle que 20% de la population considère qu'il s'agit du « problème le plus grave », sans recul depuis la période pré-Copenhague. Le seul problème classé comme plus grave est « la pauvreté, la faim, et le manque d'eau potable ». « La situation économique » vient en troisième avec 16%. Attention cependant : quand la question posée est « quels sont les deux sujets les plus importants pour votre pays », les questions environnementales n'apparaissent que très bas dans l'ordre des priorités, mais ce fait se produisait déjà avant la crise en réponse à la même question (Eurobaromètre 2012).

7 Voir aussi l'évaluation très complète par des indicateurs de la deuxième Stratégie, par Eurostat (2009).

8 Par rapport à 1990. Cet objectif fait partie du « Paquet énergie-climat » adopté fin 2008, et comportant également un objectif de 20% des énergies renouvelables pour la même date, ainsi que celui d'une réduction de 20% de la consommation énergétique par rapport aux projections 2020 en améliorant l'efficacité énergétique.

9 En cours de traduction en français. Voir aussi du même C. Hamilton: *Earthmasters: The Dawn of the Age of Climate Engineering*, Yale University Press.

10 En revanche, l'UICN, qui a joué un rôle important dans les premières définitions du développement durable avait bel et bien adopté comme définition du développement durable "le fait d'améliorer les conditions d'existence des communautés humaines tout en restant dans les limites de la capacité de charge des écosystèmes" (UICN 1991)

11 Voir aussi Randers (2012). Jorgen Randers est un autre co-auteur de *Limits to Growth*. Sans oublier un autre bestseller de ces dernières années en matière écologique, *Effondrements*, de Jared Diamond.

12 Voir Shove E., Gordon G. (2007) pour une description et une discussion approfondie des limites de ces approches.

13 Pour aller plus loin sur ce sujet voir notamment van den Bergh (2013), et tout le numéro spécial de la revue que cet article introduit ( <http://www.sciencedirect.com/science/journal/22104224> )

14 On peut citer entre autres le projet ambitieux (« La troisième révolution industrielle ») défendu par J. Rifkin auprès de divers dirigeants, et qui a trouvé écho notamment chez Mme Merkel ou le Commissaire européen pour l'industrie. Il s'agit d'une « révolution » énergétique basée sur des bâtiments producteurs d'énergie et connectés de façon latérale plutôt que centralisée (Rifkin 2012). Pour certains critiques cependant la vision de Rifkin est peu réaliste quand il compare la révolution énergétique avec celle de l'information par Internet, en raison de profondes différences du soubassement matériel dans les deux cas.

15 Il s'agit de méthodes intégrées d'évaluation de différents impacts appliquées par la Commission sur des propositions de politiques depuis une dizaine d'années. Voir [http://ec.europa.eu/governance/better\\_regulation/impact\\_en.htm](http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/impact_en.htm)

16 Dans la soutenabilité faible, il est possible de compenser la baisse d'une forme de capital par une autre, tandis que dans la soutenabilité forte, certains aspects critiques du capital naturel doivent être préservés sans compensations possibles.

17 Ce rapport est d'ailleurs pris comme référence pour justifier les avantages économiques du "Paquet climat-énergie" sur un site de la Commission européenne : « Combien ces mesures vont-elles coûter, justement ? Les prévisions sont claires: on estime que le coût engendré par la lutte contre le changement climatique sera largement inférieur à 1 % du PIB si nous agissons maintenant, contre 5 à 20 % du PIB si rien n'est fait (voir le rapport Stern sur le changement climatique). » [http://ec.europa.eu/news/energy/080123\\_1\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/news/energy/080123_1_fr.htm)

18 Voir notamment les travaux de la New Economic Foundation en Grande-Bretagne (<http://www.neweconomics.org/>), et du collectif FAIR en France.

---

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Edwin Zaccai, « Le développement durable dans la crise en Europe », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n°3 | Octobre 2013, mis en ligne le 30 octobre 2013, consulté le 14 janvier 2015. URL : <http://developpementdurable.revues.org/10207> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.10207

---

### ***À propos de l'auteur***

#### **Edwin Zaccai**

Edwin Zaccai est professeur à l'Université Libre de Bruxelles, Directeur du Centre d'Études du Développement Durable et Vice-président de l'Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, [ezaccai@ulb.ac.be](mailto:ezaccai@ulb.ac.be)

---

### ***Droits d'auteur***

© Développement durable et territoires

---

### ***Résumés***

Pour analyser ce qu'il en est, vingt ans après Rio, de la prise en compte du développement durable, cet article se penche sur la situation de ce dernier dans l'Union Européenne depuis le début de la crise économique de 2008. Un décalage entre le discours du développement durable et les causes de cette crise est mis en évidence, tout en montrant aussi les effets de celle-ci sur les budgets publics de « verdissement » de l'économie, effets aggravés par l'enlisement de la politique climatique. Toutefois des politiques de soutenabilité environnementale continuent à être définies en Europe réhabilitant la notion de limites, et déterminant des objectifs de long terme. Par ailleurs la prééminence des approches économiques est partout lisible, en dépit tant de ses faiblesses internes que des effets qu'elles sont capables de générer. La stagnation de la croissance économique pour sa part peut augmenter l'intérêt pour des visions alternatives du bien-être, mais ceci suppose des analyses différenciées, et des articulations entre critiques qui sont à approfondir et actualiser dans le contexte de la crise économique.

This paper analyses the situation of sustainable development in a European Union that is undergoing a severe economic crisis since 2008. First it describes the gap between the challenges put to the forefront in sustainable development discourses on the one side and the causes of this crisis on the other. In addition, the stress of public budgets under the crisis influence weakens the support for ecological and energy transitions, at a time when climate policies are already suffering of difficulties of their own. However, and this is examined in

the second part of the paper, sustainable development objectives continue to be affirmed in European policy texts, including references to environmental limits to protect, and long term transition goals. In the third part we scrutinize the place of economic approaches in these policies. An ambiguity is shown between on the one side the preeminence of economic short term justifications for policy measures, and on the other side the idea that the stagnation of economic indicators could also sustain alternative indicators of well-being, indicators that have been promoted within sustainable development goals. We conclude by launching some ideas about the articulation of critics on ecological and economic failures.

***Entrées d'index***

***Mots-clés*** : développement durable, politique, changement climatique, Union européenne, économie, crise, limites

***Keywords*** : sustainable development, policy, climate change, European Union, economy, crisis, limits